

TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX-TOURCOING... Trois mois... 13 fr. 50... Six mois... 26 fr... Un an... 50 fr.

BUREAUX & RÉDACTION

Roubaix, rue Neuve, 47. - Tourcoing, rue des Fourniers, 42

ABONNEMENTS & ANNONCES :

Abonnements et Annonces sont reçus à ROUBAIX, rue Neuve, 47. - A LILLE, rue du Curé-Saint-Étienne, 9, r.s.

ROUBAIX, LE 12 JUILLET 1892

LE CHOLÉRA EN RUSSIE

Le personnage le plus à la mode, sans doute, aujourd'hui, est le choléra qui, venu de Perse, sévit à la fois avec force dans quelques provinces de la Russie d'Europe et du Caucase et a déjà des messages avancés, affirme-t-on, en dépit de toutes les dénégations officielles, à Londres et à Paris.

Le gouvernement russe met la plus grande énergie à arrêter le fléau dans sa marche et toutes les mesures préventives qui sont en son pouvoir, il les prend ou plutôt il les décide ; mais il se heurte à l'apathie des administrations provinciales et locales, et toute sa bonne volonté menace de rester sur le papier.

Presque partout les mauvaises conditions hygiéniques servent de véhicule à l'épidémie ; on en sait quelque chose à Paris ! Il est en effet de même dans quelques centres importants de Russie : à Khar'kov, à Kazan, à Bakou surtout dont la situation nous intéresse d'après ce que c'est par là qu'à plusieurs reprises le choléra a pénétré en Europe.

Les journaux de la région du Caucase couvrent de reproches avec justice l'administration de Bakou qui est demeurée inerte en présence du développement gigantesque qu'a pris cette ville depuis quelques années. C'est ainsi que la police est la même pour les cent mille habitants qu'elle possède aujourd'hui que pour les quarante mille d'autrefois, et le reste à l'évent.

Le *Novoye Vremia*, étudiant le peu de force de résistance qu'offre la Russie à la propagation du fléau, fait remarquer qu'à Khar'kov et Kazan on n'a rien su faire pour l'assainissement de ces deux villes et il ajoute : « Et ce sont des villes universitaires ! On y a-t-il donc à attendre des autres ! »

La presse russe est unanime à se plaindre que les mesures préventives les plus nécessaires soient insuffisamment prises, faute d'entente entre les différents ministères d'où relève les employés de l'administration supérieure, et elle réclame l'institution d'un pouvoir dictatorial chargé de combattre le fléau. Elle évoque à ce propos la dictature du comte Louis Mélikow qui, en peu de semaines, vint à bout de la peste de Vtiianka, « Pourquoi, écrit la *Gazette* (russe) de Saint-Petersbourg, ne pas envoyer un maître muni de pouvoirs discrétionnaires sur la Volga et dont les pouvoirs s'étendraient jusqu'à Vladicavase et un autre au Caucase tous deux spécialement chargés de combattre le choléra ? Leurs pleins pouvoirs seraient d'un genre à part et ne pourraient par conséquent porter ombrage à l'administration locale. En tout cas, il faudrait, en cette circonstance, un administrateur unique pour Astrakan et la Volga. »

Il est donc fort douteux, l'administration que le monde nous envie aidant, que l'Europe centrale et occidentale échappe cette fois au fléau, et n'y a-t-il pas quelque déraison que le choléra entre par une autre porte juste au moment où la conférence de Venise avait pris les plus savantes et les plus multiples précautions pour pousser le verrou sur lui à Suez ?

L'INCIDENT DE BAC-LÉ

Interview de M. Jules Ferry publiée par la *Gazette*. Le Tonkin ne serait-il pas si près d'être pacifié, monsieur, que des fusillades éclatent encore à Bac-Lé et que des officiers français se font tuer dans des embuscades ainsi qu'aux premiers temps de la conquête ?

Mais ce sont ces escarmouches, les menus incidents de toutes les pacifications. « Groyai-on par hasard qu'il en serait du Tonkin autrement que de l'Algérie ? » Est-ce que dans cette dernière colonie la pacification s'est accomplie en promenades militaires dans l'Aïas, en excursions dans les oasis ?

« Est-ce que nous sommes maintenant même à l'abri de toute révolte des Arabes ? Les insurrections du Sud-Ouest sont-elles si lointaines qu'on ne se souvienne plus du sang qui jaillit alors de la salle des chefs et des monstres des Bédouins enroulés derrière leurs palmiers furent-elles moins meurtrières que les Winchester chinois semant les brèches ? »

C'est avec de la vie humaine, autant qu'avec de l'argent que l'on acquiert et que l'on conquiert les colonies. « Voyez donc ce qui se passe en Birmanie anglaise. L'empire britannique est établi là-bas depuis un demi-siècle et il semble qu'il devrait être assis autrui que nous au Tonkin et, cependant, l'année dernière, il lui a fallu envoyer des troupes militaires dans ce pays à feu et à sang. »

« Nous avons eu des accidents au Tonkin, nous n'y avons pas eu de désastre. « C'est pas un désastre que quelques soldats tués, deux officiers mis à mort. Il faut en prendre son parti et nous attendre à recevoir de nouvelles nouvelles et longtemps en retard. « N'y aurait-il pas moyen, cependant, de passer plus activement cette mercurielle pacification ? »

« C'est fort difficile. « Tout ce que nous pourrions faire, ce serait de maintenir les postes militaires dans toute la région montagneuse et boisée jusqu'à ce que le chemin de fer y soit établi. « Et quand on nous télégraphiera que nos soldats ont été surpris et tués, il faudra nous dire que ce sont les frais de la pacification et qu'il n'appartient point au gouvernement d'en éviter l'échec, que c'est au pays seul qu'il convient de les solder, parce que c'est lui, en fin de compte, qui en tire profit. »

RENVERSEMENT DU MINISTRE DE LA MARINE

Paris, 12 juillet. — A la suite de l'interpellation de M. Pourquery de Boisserin, dont on trouvera le compte rendu plus loin, un ordre du jour a été déposé demandant la remise d'une note sur toutes les opérations militaires au Caucase.

M. Cavaignac s'est opposé à l'adoption de cet ordre du jour constituant un blâme pour lui. L'ordre du jour a été voté par 287 voix contre 153. Il y a eu de nombreuses absences.

M. Cavaignac s'est alors retiré en ajoutant qu'il donnait sa démission. Les députés dans les couloirs que les autres membres du cabinet se solidarisaient avec M. Cavaignac ; mais il n'y a absolument rien de décidé à cet égard.

On attend le résultat de la discussion qui s'ouvrira demain probablement sur le nouveau désastre de Bac-Lé. L'émotion est très vive à la Chambre. Paris, 5 heures. — Les ministres se sont réunis dans la salle qui leur est réservée au Palais-Bourbon.

D'après les derniers renseignements, le cabinet ne se solidariserait pas avec M. Cavaignac, qui persiste dans sa démission. On chercherait le moyen de faire accéder à M. Loubet un ordre du jour de confiance, avec cette indication toutefois, qu'il agit, dans les circonstances présentes, à titre provisoire, le plus possible au remplacement du ministre de la marine.

Les ministres étant absents, la séance de la Chambre a été levée à 5 heures moins dix. Paris, 5 h. 45. — Tous les ministres viennent de recevoir, de la présidence du conseil, l'invitation de se rendre à l'lysée. Nos premiers renseignements varient de plus en plus se confirmer, et les ministres, sauf M. Cavaignac, resteraient au pouvoir ; ce soir on désignerait le titulaire du portefeuille de la marine ; on disait que l'amiral Gervais serait désigné.

Paris, 11 juillet. — Après la séance, dans les couloirs de la Chambre, l'agitation est à son comble. On sait que les ministres ont à l'intérieur du palais un cabinet où se réunissent les autres ministres qui n'assistent pas à la séance.

Ce sont MM. Bourgeois, Viette, Rouvier et de Freycinet. Carnot a été invité à se rendre par téléphone de son château de la Roche-Beaucourt à Paris, où il se passait, c'est l'irrésolution la plus complète qui régnait à cette heure. Toutefois, le désir que l'on a, dans les esprits, de voir le ministre de la marine, et de le voir des élections, paraît devoir conduire à un replâtrage.

Mais dans ce cas, l'entendu cependant M. Loubet, en traversant l'épave par le vote émettait cet avis que « tomber pour tomber » il préférerait s'en aller avant les vacances.

Paris, 11 juillet. — La nouvelle de l'échec du ministre de la marine est arrivée au Sénat au moment même où venait de suspendre la séance, pour l'attendre en vue de la discussion des crédits de la marine.

Cette chute a causé une véritable stupeur, encore accrue quand le bruit s'est répandu que le cabinet tout entier se retirait en même temps que M. Cavaignac. Les commentaires les plus divers se sont produits.

Paris, 11 juillet. — La nouvelle de la démission de M. Cavaignac et des incidents parlementaires qui l'ont suivie s'est rapidement répandue dans Paris.

Elle a été accueillie avec un certain étonnement, et c'est avec curiosité qu'on enlevait sur les boulevards les éditions supplémentaires que plusieurs journaux du soir avaient mis en vente.

Le premier moment de surprise passé, on commentait les causes de la crise sans y attacher toutefois grande importance.

Paris, 11 juillet. — Il est de toute évidence que le gouvernement s'occupe de la question de la politique parlementaire, par-là il, de faire, le lendemain, le décret de clôture de la session avant d'avoir fourni à la Chambre les explications qu'elle attend au sujet de la situation au Tonkin.

La demande d'interpellation à ce sujet sera renouvelée demain au président du conseil. C'est beaucoup par crainte de ce débat, alors qu'un ministre de la marine n'aurait pu être trouvé d'ici à demain, que le président du conseil manifestait cette appréciation que le ministre de la marine n'aurait pu être trouvé d'ici à demain.

Quant aux radicaux, on peut être assuré que si le successeur de M. Cavaignac ne les satisfait pas en mettant à l'ordre du jour la question de la marine, ils ne se laisseront pas aller à un tel degré d'indignation que leur sera renouvelée. C'est une lettre engagée sciemment et qui sera poursuivie avec une énergie de sécular.

Les Constatants, dans l'espoir de pêcher en eau trouble, marcheront avec les radicaux. Pour préciser, nous pouvons même affirmer que cette question de la politique coloniale sera reprise dès la rentrée. A ce moment là, comme sanction, les groupes avancés exigent la constitution immédiate d'un ministère de la marine.

Ce soir, avant de se rendre à la réception du ministre de la guerre, M. Loubet est allé conférer avec le président de la République, et a renouvelé ses instances pour qu'il reste à la direction des affaires.

En résumé, la journée de demain peut voir le maintien du ministère, peut-être complet, et aussi la fin de la session. Mais ce sera simplement une partie remise. Dans les couloirs, on attend que le soir ce qui était cette après-midi, c'est plutôt de l'indifférence, sentiment bien en rapport, du reste, avec l'impression de ce qui a été dit au sujet de la démission de M. Loubet ne vivra pas au-delà de la rentrée.

Paris, 11 juillet. — On apprend à l'instant qu'en quittant le président de la République, M. Loubet, président du conseil, a fait appeler M. Burdeau et lui a offert son portefeuille de ministre de la marine.

M. Burdeau, a-t-on dit, a accepté, sa nomination serait arrêtée au conseil de demain matin, et il se présenterait comme tel à la Chambre demain matin.

Le décret relatif à l'interpellation, la nomination de M. Burdeau est acquiescée, paraît-il, depuis dix heures du soir. On ne fera simplement que la confirmer officiellement demain au conseil.

Comme conséquence, la séparation est prévue certaine pour demain soir.

Paris, 11 juillet. — Les débats du procès Wilson ont repris ce matin à neuf heures. L'affaire est encore plus mouvementée que l'on ne l'avait dit.

Paris, 11 juillet. — La nouvelle de l'échec du ministre de la marine est arrivée au Sénat au moment même où venait de suspendre la séance, pour l'attendre en vue de la discussion des crédits de la marine.

Cette chute a causé une véritable stupeur, encore accrue quand le bruit s'est répandu que le cabinet tout entier se retirait en même temps que M. Cavaignac. Les commentaires les plus divers se sont produits.

Paris, 11 juillet. — La nouvelle de la démission de M. Cavaignac et des incidents parlementaires qui l'ont suivie s'est rapidement répandue dans Paris.

Elle a été accueillie avec un certain étonnement, et c'est avec curiosité qu'on enlevait sur les boulevards les éditions supplémentaires que plusieurs journaux du soir avaient mis en vente.

Le premier moment de surprise passé, on commentait les causes de la crise sans y attacher toutefois grande importance.

Paris, 11 juillet. — Il est de toute évidence que le gouvernement s'occupe de la question de la politique parlementaire, par-là il, de faire, le lendemain, le décret de clôture de la session avant d'avoir fourni à la Chambre les explications qu'elle attend au sujet de la situation au Tonkin.

La demande d'interpellation à ce sujet sera renouvelée demain au président du conseil. C'est beaucoup par crainte de ce débat, alors qu'un ministre de la marine n'aurait pu être trouvé d'ici à demain, que le président du conseil manifestait cette appréciation que le ministre de la marine n'aurait pu être trouvé d'ici à demain.

Quant aux radicaux, on peut être assuré que si le successeur de M. Cavaignac ne les satisfait pas en mettant à l'ordre du jour la question de la marine, ils ne se laisseront pas aller à un tel degré d'indignation que leur sera renouvelée. C'est une lettre engagée sciemment et qui sera poursuivie avec une énergie de sécular.

Les Constatants, dans l'espoir de pêcher en eau trouble, marcheront avec les radicaux. Pour préciser, nous pouvons même affirmer que cette question de la politique coloniale sera reprise dès la rentrée. A ce moment là, comme sanction, les groupes avancés exigent la constitution immédiate d'un ministère de la marine.

Ce soir, avant de se rendre à la réception du ministre de la guerre, M. Loubet est allé conférer avec le président de la République, et a renouvelé ses instances pour qu'il reste à la direction des affaires.

En résumé, la journée de demain peut voir le maintien du ministère, peut-être complet, et aussi la fin de la session. Mais ce sera simplement une partie remise. Dans les couloirs, on attend que le soir ce qui était cette après-midi, c'est plutôt de l'indifférence, sentiment bien en rapport, du reste, avec l'impression de ce qui a été dit au sujet de la démission de M. Loubet ne vivra pas au-delà de la rentrée.

Paris, 11 juillet. — On apprend à l'instant qu'en quittant le président de la République, M. Loubet, président du conseil, a fait appeler M. Burdeau et lui a offert son portefeuille de ministre de la marine.

M. Burdeau, a-t-on dit, a accepté, sa nomination serait arrêtée au conseil de demain matin, et il se présenterait comme tel à la Chambre demain matin.

Le décret relatif à l'interpellation, la nomination de M. Burdeau est acquiescée, paraît-il, depuis dix heures du soir. On ne fera simplement que la confirmer officiellement demain au conseil.

Comme conséquence, la séparation est prévue certaine pour demain soir.

Paris, 11 juillet. — Les débats du procès Wilson ont repris ce matin à neuf heures. L'affaire est encore plus mouvementée que l'on ne l'avait dit.

Paris, 11 juillet. — La nouvelle de l'échec du ministre de la marine est arrivée au Sénat au moment même où venait de suspendre la séance, pour l'attendre en vue de la discussion des crédits de la marine.

Cette chute a causé une véritable stupeur, encore accrue quand le bruit s'est répandu que le cabinet tout entier se retirait en même temps que M. Cavaignac. Les commentaires les plus divers se sont produits.

Paris, 11 juillet. — La nouvelle de la démission de M. Cavaignac et des incidents parlementaires qui l'ont suivie s'est rapidement répandue dans Paris.

Elle a été accueillie avec un certain étonnement, et c'est avec curiosité qu'on enlevait sur les boulevards les éditions supplémentaires que plusieurs journaux du soir avaient mis en vente.

Le premier moment de surprise passé, on commentait les causes de la crise sans y attacher toutefois grande importance.

Paris, 11 juillet. — Il est de toute évidence que le gouvernement s'occupe de la question de la politique parlementaire, par-là il, de faire, le lendemain, le décret de clôture de la session avant d'avoir fourni à la Chambre les explications qu'elle attend au sujet de la situation au Tonkin.

La demande d'interpellation à ce sujet sera renouvelée demain au président du conseil. C'est beaucoup par crainte de ce débat, alors qu'un ministre de la marine n'aurait pu être trouvé d'ici à demain, que le président du conseil manifestait cette appréciation que le ministre de la marine n'aurait pu être trouvé d'ici à demain.

Quant aux radicaux, on peut être assuré que si le successeur de M. Cavaignac ne les satisfait pas en mettant à l'ordre du jour la question de la marine, ils ne se laisseront pas aller à un tel degré d'indignation que leur sera renouvelée. C'est une lettre engagée sciemment et qui sera poursuivie avec une énergie de sécular.

Les Constatants, dans l'espoir de pêcher en eau trouble, marcheront avec les radicaux. Pour préciser, nous pouvons même affirmer que cette question de la politique coloniale sera reprise dès la rentrée. A ce moment là, comme sanction, les groupes avancés exigent la constitution immédiate d'un ministère de la marine.

Ce soir, avant de se rendre à la réception du ministre de la guerre, M. Loubet est allé conférer avec le président de la République, et a renouvelé ses instances pour qu'il reste à la direction des affaires.

En résumé, la journée de demain peut voir le maintien du ministère, peut-être complet, et aussi la fin de la session. Mais ce sera simplement une partie remise. Dans les couloirs, on attend que le soir ce qui était cette après-midi, c'est plutôt de l'indifférence, sentiment bien en rapport, du reste, avec l'impression de ce qui a été dit au sujet de la démission de M. Loubet ne vivra pas au-delà de la rentrée.

Paris, 11 juillet. — On apprend à l'instant qu'en quittant le président de la République, M. Loubet, président du conseil, a fait appeler M. Burdeau et lui a offert son portefeuille de ministre de la marine.

M. Burdeau, a-t-on dit, a accepté, sa nomination serait arrêtée au conseil de demain matin, et il se présenterait comme tel à la Chambre demain matin.

Le décret relatif à l'interpellation, la nomination de M. Burdeau est acquiescée, paraît-il, depuis dix heures du soir. On ne fera simplement que la confirmer officiellement demain au conseil.

Comme conséquence, la séparation est prévue certaine pour demain soir.

Paris, 11 juillet. — Les débats du procès Wilson ont repris ce matin à neuf heures. L'affaire est encore plus mouvementée que l'on ne l'avait dit.

Paris, 11 juillet. — La nouvelle de l'échec du ministre de la marine est arrivée au Sénat au moment même où venait de suspendre la séance, pour l'attendre en vue de la discussion des crédits de la marine.

Cette chute a causé une véritable stupeur, encore accrue quand le bruit s'est répandu que le cabinet tout entier se retirait en même temps que M. Cavaignac. Les commentaires les plus divers se sont produits.

Paris, 11 juillet. — La nouvelle de la démission de M. Cavaignac et des incidents parlementaires qui l'ont suivie s'est rapidement répandue dans Paris.

Elle a été accueillie avec un certain étonnement, et c'est avec curiosité qu'on enlevait sur les boulevards les éditions supplémentaires que plusieurs journaux du soir avaient mis en vente.

Le premier moment de surprise passé, on commentait les causes de la crise sans y attacher toutefois grande importance.

Paris, 11 juillet. — Il est de toute évidence que le gouvernement s'occupe de la question de la politique parlementaire, par-là il, de faire, le lendemain, le décret de clôture de la session avant d'avoir fourni à la Chambre les explications qu'elle attend au sujet de la situation au Tonkin.

La demande d'interpellation à ce sujet sera renouvelée demain au président du conseil. C'est beaucoup par crainte de ce débat, alors qu'un ministre de la marine n'aurait pu être trouvé d'ici à demain, que le président du conseil manifestait cette appréciation que le ministre de la marine n'aurait pu être trouvé d'ici à demain.

Quant aux radicaux, on peut être assuré que si le successeur de M. Cavaignac ne les satisfait pas en mettant à l'ordre du jour la question de la marine, ils ne se laisseront pas aller à un tel degré d'indignation que leur sera renouvelée. C'est une lettre engagée sciemment et qui sera poursuivie avec une énergie de sécular.

Les Constatants, dans l'espoir de pêcher en eau trouble, marcheront avec les radicaux. Pour préciser, nous pouvons même affirmer que cette question de la politique coloniale sera reprise dès la rentrée. A ce moment là, comme sanction, les groupes avancés exigent la constitution immédiate d'un ministère de la marine.

Ce soir, avant de se rendre à la réception du ministre de la guerre, M. Loubet est allé conférer avec le président de la République, et a renouvelé ses instances pour qu'il reste à la direction des affaires.

En résumé, la journée de demain peut voir le maintien du ministère, peut-être complet, et aussi la fin de la session. Mais ce sera simplement une partie remise. Dans les couloirs, on attend que le soir ce qui était cette après-midi, c'est plutôt de l'indifférence, sentiment bien en rapport, du reste, avec l'impression de ce qui a été dit au sujet de la démission de M. Loubet ne vivra pas au-delà de la rentrée.

Paris, 11 juillet. — On apprend à l'instant qu'en quittant le président de la République, M. Loubet, président du conseil, a fait appeler M. Burdeau et lui a offert son portefeuille de ministre de la marine.

M. Burdeau, a-t-on dit, a accepté, sa nomination serait arrêtée au conseil de demain matin, et il se présenterait comme tel à la Chambre demain matin.

Le décret relatif à l'interpellation, la nomination de M. Burdeau est acquiescée, paraît-il, depuis dix heures du soir. On ne fera simplement que la confirmer officiellement demain au conseil.

Comme conséquence, la séparation est prévue certaine pour demain soir.

Paris, 11 juillet. — Les débats du procès Wilson ont repris ce matin à neuf heures. L'affaire est encore plus mouvementée que l'on ne l'avait dit.

L'EXÉCUTION

L'exécution est dressée entre deux murs, dans une sorte de cul-de-sac. Un lieu qui se situe dans un grand bâtiment, brisé encore, bien qu'il fasse pour de beaux tableaux. Les gardiens, la troupe et les officiers de la garnison sont massés contre les murailles. La foule bouillonne, très bruyante, pense des clameurs. Soudain, la volture avançant vers l'échafaud, on perçoit distinctement le bruit des imprécations proférées par le condamné.

Le condamné est retiré de l'association et qu'il refuse d'y rentrer. En pareil cas, le syndicat peut-être passible de dommages-intérêts envers l'ouvrier congédié, quand ces menaces sont suivies d'effet.

L'EXÉCUTION DE RAVACHOL A MONTBRISON

Ravachol a été exécuté lundi matin, à 8 heures 05 minutes, à Montbrison ; il est mort en blasphémant, mais sans avoir dit un seul mot de la République, et sans avoir essayé d'agir, grâce au grand déploiement de troupes qui avait été ordonné.

Avant l'exécution. Montbrison, 11 juillet. — Des terrassiers ont dû niveler la place des prisons qui sur un terrain de 45 mètres sur 300 mètres face à la rue du Palais de Justice. A partir de dix heures et demie, la consigne était très sévère. Quelques cochards qui criaient : « Vive l'anarchie ! » ont été conduits au poste. L'animation est très grande dans la rue d'où ils ont été conduits à l'échafaud.

Après l'exécution. Le panier, hissé dans le fourgon, est conduit au cimetière où il est inhumé entre deux tilleuls. La foule, après avoir assisté au démontage de la guillotine, s'écarte avec lenteur, péniblement, pour l'exécution, et se rend à l'échafaud, à laquelle elle vient d'assister. A cinq heures, les bois de justice étaient retirés pour la nuit. On n'a pu pénétrer sur le lieu de l'exécution que munis de cartes spéciales.

Les dernières formalités. Paris, 11 juillet. — Les magistrats sont entrés dans la cellule de Ravachol pour lui annoncer que sa dernière heure était venue. C'est M. Férozjoug d'instinction, qui est chargé de recueillir les dernières révélations que Ravachol aura faites avant de lui procurer de la République, les deux substituts, le greffier, M. Rauc, directeur pénitentiaire de Saint-Étienne, et le gardien-chef de la prison.

La cellule est faiblement éclairée par une veilleuse ; les fenêtres avaient été murées. Ravachol dort d'un sommeil profond ; il ne répond point aux questions des visiteurs, ne sont pas parvenues jusqu'à lui. M. Rauc le frappe légèrement sur l'épaule lui disant : Ravachol, l'heure est venue, l'heure de la mort. Ravachol ne répond rien, il se contente de regarder le plafond et de murmurer : « Ça va, ça va, ça va. »

« Vous voyez, dit-il, quand il a fini, et en essayant de rire, que je peux enlever et habiller et me déshabiller tout seul. Et un jour, ça va. » On ne fait rien d'autre. Il semblait qu'on va le conduire au bal.

Un moment de maître ses bottines, il s'aperçoit qu'il n'a pas de chaussures. Ravachol se dresse sur les pieds humides et il se met à pleurer. Ravachol est ensuite conduit au fourgon. On ne fait rien d'autre. Il semblait qu'on va le conduire au bal.

« Mais il n'y aura pas de foule, lui dit-on. Ah ! fait-il d'un air désappointé et son regard erre dans le vide. Vous savez, vous l'avez dit, dans la cellule de la prison de la République ? Le non à pas besoin, puisque je n'ai jamais eu de religion. L'abbé Carel s'approche cependant et lui dit : « Je viens une dernière fois, vous apporter les secours de la religion. Je viens vous présenter l'image du Christ, dont vous avez méconnu la loi. » Ravachol répond :

« Ça va, ça va, ça va. » Ravachol est ensuite conduit au fourgon. On ne fait rien d'autre. Il semblait qu'on va le conduire au bal.

« Ça va, ça va, ça va. » Ravachol est ensuite conduit au fourgon. On ne fait rien d'autre. Il semblait qu'on va le conduire au bal.

« Ça va, ça va, ça va. » Ravachol est ensuite conduit au fourgon. On ne fait rien d'autre. Il semblait qu'on va le conduire au bal.

« Ça va, ça va, ça va. » Ravachol est ensuite conduit au fourgon. On ne fait rien d'autre. Il semblait qu'on va le conduire au bal.

Table with 4 columns: Cours précédents, VALEURS, Cours du jour, Cours précédents. Lists various market values and prices.

Table with 4 columns: VALEURS, Cours précédents, VALEURS, Cours précédents. Lists various market values and prices.

Table with 4 columns: VALEURS, Cours précédents, VALEURS, Cours précédents. Lists various market values and prices.

de Bertrand, et se trouvait être, dit-on, la dernière descente de Jeanne d'Arc. On sait qu'elle défendit jusqu'à la fin son mâleux fils contre les accusations dirigées contre lui.

Le Havre, 12 juillet. — A neuf heures et demie, le ballon le *Jupiter* est parti du Casino par une forte brise qui l'entraîna rapidement vers la mer.

calme à Leipzig avec cependant quelques points de gain sur plusieurs mois.